



EUROPEAN CITIZENS' PANEL
Tackling Hatred in Society



Panel de citoyens européens consacré à la **lutte contre la haine dans la société**

Résumé de la session 3

[17-19 mai 2024]

En quelques mots...

Quelles sont les actions prioritaires pour lutter contre la haine?

La troisième et dernière session de ce panel de citoyens européens a réuni à Bruxelles, du 17 au 19 mai, quelque 150 participants venus de toute l'UE. Ce week-end d'intenses débats et travaux a été consacré à la finalisation des recommandations à l'intention de la Commission européenne.

Grâce à leur dévouement et à leur engagement sans faille, les citoyens ont adopté 21 recommandations pour lutter contre la haine dans la société. Celles-ci ont été adoptées en plénière et remises à Ana Gallego Torres, directrice générale de la direction générale de la justice et des consommateurs (DG JUST).

Prochaines étapes

Les recommandations des citoyens devraient contribuer à la conception des futures initiatives de la Commission visant à lutter contre la haine dans la société. Voici les [21 recommandations](#) présentées à la Commission européenne. Le document final traduit dans 24 langues officielles de l'UE sera communiqué sous peu.

Restons en contact

Nous prendrons contact avec vous tous afin d'organiser un événement en vue d'un retour d'informations, au cours duquel nous discuterons de la manière dont la Commission européenne tient compte de vos recommandations.

Pour rester en contact à l'avenir, nous mettons en place un réseau d'anciens participants aux panels de citoyens européens et à d'autres projets de participation des citoyens européens. Si vous **ne souhaitez pas** faire partie de ce réseau, veuillez nous envoyer un courriel à l'adresse COMM-CITIZENS-PANELS@ec.europa.eu et nous vous retirerons de la liste de diffusion.

Vous trouverez une sélection de photos des sessions du panel sur la [plateforme de participation des citoyens](#). N'hésitez pas à partager les photos avec vos amis, votre famille et vos réseaux sociaux!

La DG JUST diffuse une **lettre d'information mensuelle** sur les derniers événements, nouvelles et publications. Vous pouvez vous abonner en visitant ce [lien](#).

De plus amples informations sur la politique de l'UE en matière de justice, de droits des consommateurs et d'égalité hommes-femmes sont disponibles sur le site web de la DG JUST à l'adresse suivante: [Justice - Commission européenne \(europa.eu\)](https://justice-commission-europeenne.europa.eu) ou sur X: [@EU_Justice / X \(twitter.com\)](https://twitter.com/EU_Justice).

«Nous, citoyens des 27 États membres de l'Union européenne, sommes convaincus que la lutte contre la haine en Europe et à travers le monde est une priorité.»

De la haine et de la division à la jouissance partagée des valeurs européennes d'égalité, de respect des droits de l'homme et de dignité

«Ce que vous mettez sur la table contribue à la protection de nos démocraties.»



Au terme de deux mois de travail acharné, les citoyens ont repris le chemin de Bruxelles pour le dernier week-end de ce panel de citoyens européens consacré à la lutte contre la haine dans la société. Ils se sont réunis autour d'un week-end de clôture, dans le but de transformer les idées développées lors des deux sessions précédentes en recommandations destinées à la Commission européenne. Vendredi, les citoyens étaient de retour en plénière, accueillis par Dana Spinant, directrice générale de la direction

générale de la communication (DG COMM), qui les a félicités pour leur travail: «Vous avez beaucoup de sagesse, j'ai été impressionnée par l'empathie dont vous avez fait montre au sein de ce panel, ainsi que par l'honnêteté et l'ouverture d'esprit manifestées pendant les discussions sur un sujet aussi complexe. Le fait que vous soyez tous favorables à l'idée de relayer la voix des citoyens au niveau européen signifie beaucoup pour nous.»

Définition du problème: poser les fondations des recommandations

Depuis la session 2, un comité de rédaction composé de membres du panel s'efforce de mettre la dernière main à la définition du problème, en intégrant les observations de tous les membres du panel.

«L'objectif était de rassembler les résultats du groupe de travail et d'élaborer un texte commun [...]. Au final, pendant trois heures et demie, nous avons travaillé le texte mot à mot, phrase après phrase, pour ajouter toutes les informations transmises par les 12 groupes de travail » a expliqué Gerhard, membre de l'équipe rédactionnelle.

La haine touche toutes les composantes de la société. Les participants estiment que la lutte contre la haine en Europe et à travers le monde est une mission essentielle. Le texte souligne qu'en l'absence d'efforts actifs pour panser et guérir les blessures causées, par exemple, par les guerres, la haine alimentée par les conflits menace de perpétuer un cycle d'hostilité et de division. Le texte met également en évidence la responsabilité des responsables politiques et

des personnalités publiques dans la diffusion des discours de haine, exacerbée par les médias et les réseaux sociaux. Les citoyens relèvent en particulier que le manque d'éducation aux différentes identités, cultures, à la tolérance et à la communication, ainsi que l'absence d'informations fiables en ligne, peuvent renforcer les malentendus, perpétuer les préjugés et conduire à la haine.

Le retour d'informations des experts en bref

L'éducation en tant que valeur fondamentale pour façonner les adultes de demain

Robin Sclafani, directeur du CEJI, *«Si nous voulons des concitoyens heureux et aptes à fonctionner, l'éducation revêt une importance cruciale. Les pouvoirs de l'UE sont actuellement limités, mais beaucoup peut être fait pour inciter les États à agir.»*

Potentiel des panels de citoyens pour renforcer la cohésion sociale

Federico Faloppa, professeur de sociolinguistique à l'université de Reading, *«Dans les villes de taille moyenne, en Italie et au Royaume-Uni, des organisations tentent de réunir des panels de citoyens. Dans l'une de ces villes en Italie, nous constatons que les entreprises prospèrent parce qu'elles constituent des «espaces sans haine» et soutiennent les droits de l'homme. Nous devons rassembler les voix locales. Telle est l'approche que nous devrions également adopter au sein des institutions européennes, nationales et locales.»*

L'IA est-elle une bonne solution pour lutter contre la haine?



Nesrine Slaoui, journaliste indépendante, *«Il n'y a aucun intérêt à lutter contre la haine si nous ne portons pas ce combat au niveau de l'internet. Bien que les algorithmes soient essentiels sur ce plan, la présence humaine demeure indispensable. Nous ne devons pas oublier le volet financier des choses: les plateformes sont des multinationales, elles tirent de l'argent de tous les types de contenu, qu'ils soient bons ou mauvais. Les citoyens doivent également être éduqués dans ce domaine. L'IA a intégré le racisme et*

le sexisme; quand il s'agit de notre avenir, nous ne devons pas miser sur des outils influencés par ces biais.»

Trouver un équilibre entre la protection des données et la lutte contre la haine en ligne

Louisa Klingvall, DG JUST, *«En Europe, nous vivons dans un contexte démocratique, mais ce*

n'est pas nécessairement le cas partout dans le monde. L'anonymat peut changer la donne et permettre à certains de s'exprimer, mais il entraîne aussi des discours de haine. Les services répressifs peuvent obtenir des informations sur les auteurs de messages de haine, en particulier dans le cadre de la législation sur les services numériques».

Martin Sacleux, DG JUST, *«L'équilibre entre la protection des données et la lutte contre les contenus haineux en ligne est quelque chose que nous recherchons constamment à la Commission européenne, raison pour laquelle le règlement sur la protection des données assure un très haut degré de protection. Chaque jour, ce sont des milliards de contenus qui sont publiés en ligne. Nous avons donc également besoin de ressources pour aider les autorités à identifier et à filtrer les contenus. Il est important de signaler les contenus haineux afin que leurs auteurs puissent être poursuivis.»*

Protéger les groupes les plus vulnérables en formant les personnes qui collaborent avec eux

Daris Lewis Recio, chargé des affaires politiques et juridiques au sein du réseau EQUINET, *«Il existe de nombreuses initiatives politiques et juridiques, en particulier en ce qui concerne les migrants, et sur la manière de faire face aux discours de haine à l'égard de personnes qui viennent d'arriver».*

Aider les victimes et leur permettre de s'exprimer librement sans jugement



Arun Mansukhani, *«Nous devons former les personnes qui recueillent les témoignages afin d'apporter le meilleur soutien possible aux victimes. Les meilleurs psychologues sont l'officier de police qui a été informé de la situation et les personnes qui reçoivent le témoignage de la victime.»*

Ingrid Bellander Todino, cheffe de l'unité «Politique des droits fondamentaux», DG JUST, *«Nous avons légiféré sur les droits des victimes en 2012, une législation qui apporte un soutien et une assistance aux victimes de la criminalité. Les États membres ont déjà mis en place des mesures de protection des victimes, mais nous devons veiller à ce qu'elles soient mises en œuvre et accessibles aux victimes, et la disponibilité de services d'aide est un élément essentiel dans la définition de ce qui est nécessaire pour aider les victimes.»*

21 recommandations ont été ratifiées et fêtées!

Le samedi, les citoyens ont travaillé en 12 groupes pour finaliser leurs 21 recommandations.

Vous pouvez lire une sélection de certaines d'entre elles ci-dessous:



- **Sensibilisation accrue à la haine et aux mesures existantes et correctives visant à lutter contre la haine grâce à une campagne publique** Le panel de citoyens propose que l'Union européenne organise une campagne de sensibilisation aux dangers de la haine, à ses causes et aux mesures de lutte contre celle-ci. Dans le même temps, l'UE devrait fournir des informations sur ses différentes initiatives de lutte contre la haine et sur les canaux et mesures de soutien disponibles pour les victimes.

- **Une carte européenne pour surfer en toute sécurité**, afin de veiller à ce qu'à partir de l'âge de 8 ans, les enfants ne courent aucun risque lorsqu'ils surfent sur le web. Grâce à cette carte, les enfants devraient acquérir les compétences nécessaires pour naviguer sur l'internet de manière indépendante et sûre.

- **Promouvoir une communication non violente.** L'UE devrait mieux faire connaître ses programmes de formation existants sur les crimes de haine, les discours haineux et la communication non violente et en faire la promotion auprès de groupes cibles spécifiques. La communication non violente devrait être accessible à toutes les générations dans tous les États membres de l'UE au moyen de programmes éducatifs.

- **Plus grande indépendance des médias.** Obligation devrait être faite aux médias de travailler avec des organismes de vérification des faits indépendants et de faire preuve



de transparence quant à leurs sources de financement. Le nombre de médias dont une personne ou une entreprise peut être propriétaire devrait être limité. Il est également recommandé d'accroître la participation des citoyens aux médias afin d'accorder plus de poids à leur contenu et de promouvoir une culture commune de réciprocité et de respect.

- **Surveiller et poursuivre en justice les discours de haine en ligne.** L'anonymat sur l'internet devrait être réglementé afin que les auteurs de

discours de haine puissent être mieux repérés et poursuivis en justice par les autorités compétentes. La Commission européenne devrait instaurer un groupe de travail chargé de mettre à jour et d'élargir la définition commune des «discours de haine illégaux». L'intelligence artificielle devrait être utilisée pour contrer la diffusion des discours de haine sur les réseaux sociaux. Les plateformes/opérateurs doivent être tenus d'adapter leurs algorithmes pour diffuser un plus large éventail d'opinions.

- **Code de conduite des députés au Parlement européen.** Le panel de citoyens propose de créer un comité indépendant de confiance chargé d'élaborer un code de conduite pour les députés au Parlement européen et de surveiller les discours de haine et la désinformation.

- **Panels de jeunes européens.** Dans les écoles, l'organisation de débats sur le modèle des panels de citoyens pourrait contribuer à diffuser une culture de délibération parmi la jeune génération. Par exemple, un débat sur la nourriture à la cantine scolaire, tenant

compte des habitudes des différentes religions, serait l'occasion d'engager des discussions sur des sujets spécifiques qui touchent quotidiennement les enfants, les étudiants bénéficiant de l'expertise du personnel de la cantine et des chefs. Le jumelage d'écoles pourrait permettre des échanges au niveau européen. Pour les jeunes de 16 à 25 ans, des panels européens sur la haine devraient être organisés (sur le même modèle que les panels existants) sur des sujets qui les concernent directement: harcèlement en ligne, etc.

«Vous représentez l'essence du débat démocratique.»

Le dimanche, les citoyens étaient de retour en plénière pour présenter et évaluer les 21 recommandations finales. Les citoyens ont évalué chaque recommandation en utilisant une échelle de 1 à 6 visant à exprimer leur soutien. Les votes ont été comptabilisés en présence d'observateurs citoyens afin de garantir la transparence.

À la suite des présentations et du vote, les recommandations ont été présentées par la doyenne du panel, Gemma, originaire d'Italie, et par la plus jeune membre, Camille, originaire de France, à Ana Gallego Torres, directrice générale de la direction générale «Justice et consommateurs» (DG JUST). La directrice générale a remercié les 150 citoyens pour leur engagement sans faille, leur participation active et leurs résultats impressionnants.

Pour conclure ce week-end, les citoyens ont reçu un message de remerciement de **Dubravka Šuica, vice-présidente chargée de la démocratie et de la démographie**, qui a souligné l'importance d'associer les citoyens au processus politique, d'entendre leur voix et de veiller à ce que les institutions européennes répondent à leurs préoccupations: «*Votre engagement contribue à la résilience de nos démocraties. Nous sommes fiers de ces panels de citoyens... Dans l'attente de la lecture de vos recommandations, je vous remercie pour votre travail.*»

Cliquez [ici](#) pour regarder l'enregistrement de la session plénière de vendredi!

Cliquez [ici](#) pour regarder l'enregistrement de la session plénière de dimanche!

Les moments marquants du panel

Mathilde, Italie, «Un moment marquant pour moi, c'était de rencontrer des personnes de toute l'Europe, car on apprend tellement les uns des autres. C'était aussi la première fois que je voyais que l'UE s'adressait réellement

Nelson, Pologne, «Le groupe de travail a été l'aspect le plus apprécié pour ma part: nous avons la possibilité de nous exprimer, de partager notre avis, de débattre du sujet et même si nous n'étions pas d'accord, l'atmosphère est toujours restée positive. Si je devais retenir un seul moment, il

aux citoyens. C'était une très belle expérience.»

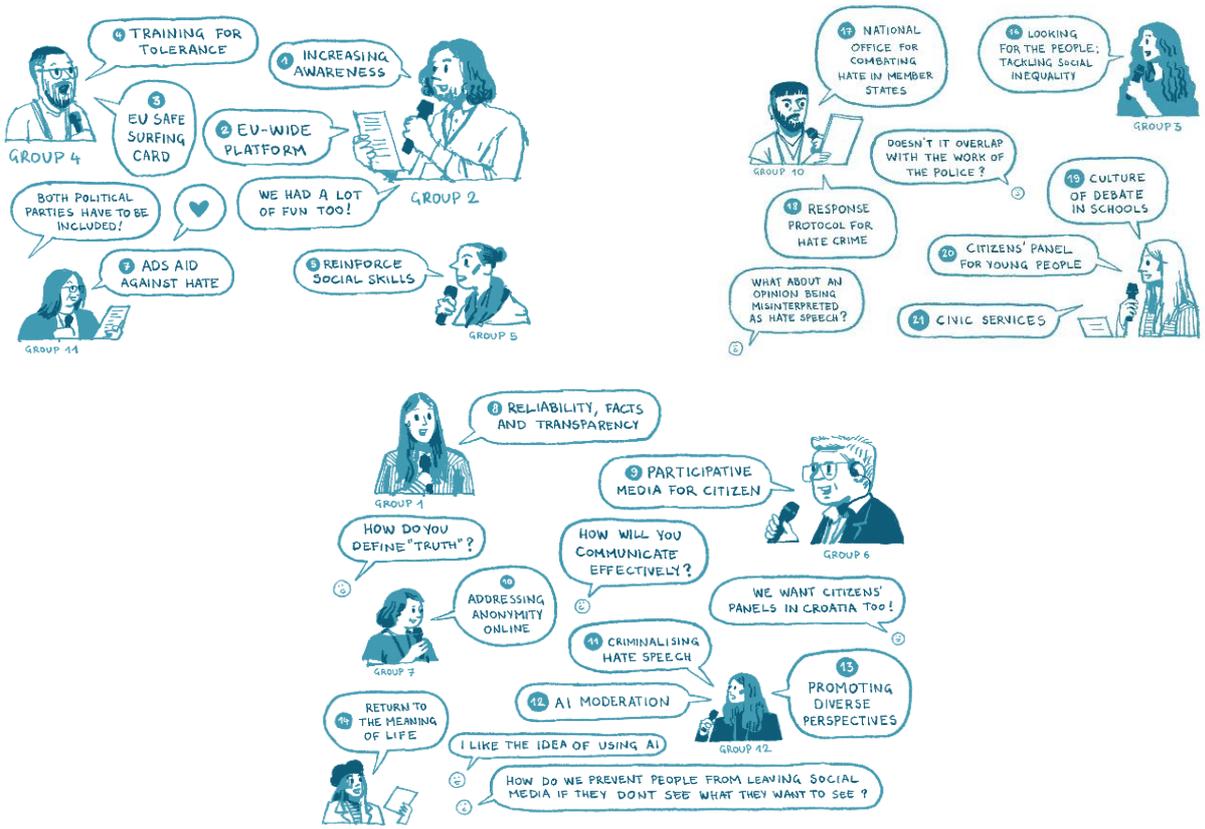
s'agirait des témoignages entendus lors de la première session: c'était très émouvant.»

Petra, République tchèque, «J'ai vraiment apprécié l'opinion différente de chacun - même en cas de divergence de vues, cela m'a obligée à écouter les autres et à tenir compte de leurs opinions. Je me sens mieux éduquée en la matière, et j'ai vraiment apprécié le processus et le fait de rencontrer de nouvelles personnes issues des quatre coins de l'UE. J'ai vraiment aimé la session de groupe, ces moments amusants ont été les plus agréables.»

Sybel, Luxembourg, «Si je devais retenir un seul moment après ces trois sessions, ce serait la remise des recommandations par Camille et Gemma à Ana Gallego Torres. Cet instant symbolise tous les travaux et les efforts collectifs réalisés pour parvenir à un consensus sur ces 21 recommandations. Je suis fière de ce que nous avons accompli, ce n'était pas facile, nous n'étions parfois pas d'accord, mais tout le monde a participé avec la volonté d'apporter son point de vue pour alimenter le débat. Cette expérience montre que les citoyens peuvent s'impliquer et apporter des idées pertinentes aux responsables politiques.»

Le week-end vu par Sylvain

Sylvain Mazas est un facilitateur graphique qui illustre l'évolution des discussions du panel. Voici un aperçu de ses impressions du week-end.



Autres événements

C'est avec plaisir que nous avons revu un certain nombre d'entre vous à Bruxelles au cours des dernières semaines, afin de représenter le panel lors de différentes manifestations et conférences. Merci à tous ceux qui se sont portés volontaires en tant que représentants!

L'événement de suivi majeur a été organisé par la direction générale de la justice et des consommateurs (DG JUST) le 13 juin 2024. Il s'agissait de la [12^e réunion du groupe de haut niveau de l'UE sur la lutte contre les discours de haine et les crimes de haine](#), composé des ministres de la justice, de la culture et de l'application de la loi. Lors de cette réunion, un groupe de citoyens a eu la possibilité de présenter les recommandations aux représentants des États membres, en mettant l'accent sur celles qui dépendent largement de l'action nationale, telles que les recommandations en rapport avec l'éducation.

Deux autres moments importants ont permis à certains citoyens de présenter les travaux du panel. Le premier événement a été organisé par le Comité économique et social européen (CESE) le 31 mai 2024, à l'occasion de l'adoption, par la plénière du CESE, de l'[avis: «Pas de place pour la haine: une Europe unie contre toute forme de haine»](#). Le second, organisé par le JRC, s'inscrivait dans le cadre du [5^e festival de la participation citoyenne et de la démocratie délibérative](#).

Un immense merci aux citoyens qui se sont portés volontaires (et ont été sélectionnés de manière aléatoire) et sont revenus à Bruxelles pour assister à ces trois manifestations au nom du panel!